

Produire des espaces ruraux : deux études de cas, la Beira intérieure au Portugal et les Pyrénées catalanes

Meritxell SUCARRAT VIOLA

Doctorante, département d'anthropologie sociale et culturelle, université de Barcelone, Espagne

Luís SILVA

Postdoctorant, Centre de recherche en anthropologie, faculté des sciences humaines
université nouvelle de Lisbonne (CRIA / FCSH-UNL), Portugal

Extrait de : Didier Bouillon (dir.), *Paysages, Patrimoine et Identité*, éd. électronique, Paris, Éd. du Comité des travaux historiques et scientifiques (Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques), 2014.

Cet article a été validé par le comité de lecture des Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques dans le cadre de la publication des actes du 135^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques tenu à Neuchâtel en 2010.

Depuis les années cinquante, la plupart des zones rurales du Portugal et d'Espagne ont subi un processus de dépression économique et sociale en raison de la perte progressive de l'importance de l'agriculture du xx^e siècle. D'une part, elles ont perdu leur population dans les zones les plus industrialisées au niveau national et international, surtout dans le cas du Portugal¹. Cette situation a conduit à un exode rural et au vieillissement de la population. D'autre part, on constate une diminution de l'exploitation agricole du sol, et comme conséquence l'existence de terres non cultivées, ainsi que le déficit des services de base. Pour inverser cette situation socio-économique, les pouvoirs politiques des deux pays ont mis en œuvre des politiques de développement touristique, notamment à partir de 1986, quand ils ont intégré la Communauté européenne (plus tard transformée en Union européenne). Ces politiques, qui ne sont pas propres aux seuls Portugal et à l'Espagne, ont pour but de transformer des espaces ruraux en espaces de loisirs et de détente, en changeant les usages et les valeurs du milieu rural².

Fondé sur des données ethnographiques, cet article démontre que le déroulement de ces processus dépend fortement du contexte social local, ce qui signifie que les politiques de développement touristique similaires ont des résultats très différents. On illustrera cet argument en présentant le cas d'un « Village historique du Portugal », appelé Castelo Rodrigo, ainsi que celui d'une vallée dans les Pyrénées catalanes. Dans le cas portugais, le centre d'intérêt est le programme qu'a créé ce label, tandis que le cas catalan fait référence à la création d'un parc naturel.

Le plan d'urbanisation de Castelo Rodrigo

Situé dans la Beira intérieure dans la région Centre du Portugal, Castelo Rodrigo est le village principal d'une paroisse (avec un autre village) intégré dans la municipalité de Figueira de Castelo Rodrigo, comté de Guarda, près de la frontière entre le Portugal et

1. Les données sur le Portugal ont été recueillies dans le cadre d'une recherche postdoctorale financée par la Fondation portugaise pour la science et la technologie (SFRH/BPD/34229/2006). Les données sur la vallée pyrénéenne ont été collectées dans le cadre d'une recherche doctorale financée par l'université de Barcelone et le groupe de recherche Processus de patrimonialisation de la nature et la culture. Positionnements locaux et articulations globales (CSO2008-05065/SOCI).

2. H. Lefebvre, *Espacio y Política* ; id., *The Production of Space* ; D. Harvey, *Social Justice and the City* ; id., *La Condición de la posmodernidad*.



FIG. 1. – Situation géographique des contextes (© M. Sucarrat Viola).

l'Espagne (fig. 1). Le village est situé sur le sommet d'une colline à près de 820 mètres d'altitude, dans un cadre privilégié qui permet de voir l'espace. Grâce à son emplacement, il a joué au cours des siècles un rôle majeur en termes géostratégique et administratif, étant avant-garde du royaume du Portugal jusqu'en 1668 et pendant les invasions napoléoniennes (1807-1814), et municipalité jusqu'en 1836.

Cette perte d'importance géostratégique et administrative a été, dans la seconde moitié du ^{xx}e siècle, accompagnée d'une dégradation progressive du tissu social et économique causée par la guerre coloniale, l'exode rural et la crise du modèle économique fondé sur le secteur primaire. Au début des années quatre-vingt-dix, le village a été plongé dans un processus de dépeuplement et d'abandon, ne comptant plus seulement qu'une cinquantaine d'individus, la plupart d'entre eux retraités. À ce moment-là, la municipalité de Figueira de Castelo Rodrigo initiait un projet de dynamisation touristique du village par la valorisation du château et des murs de la forteresse, approuvé et financé par l'État. Ce projet s'est trouvé stimulé de manière décisive en 1995 dans le cadre du programme de récupération des villages historiques du Portugal. Financée par l'Union européenne, à partir du Fonds européen de développement régional, ce programme a été désigné par le ministère de la Culture, la secrétaire d'État au tourisme et de la commission de coordination et du développement régional de la région Centre. À l'instar d'autres pays où des lignes directrices similaires avaient été mises en œuvre depuis 1980, comme en France³, le programme vise à promouvoir le développement local des douze villages situés dans l'intérieur de la région Centre du Portugal par l'exploitation touristique de leur patrimoine bâti, surtout l'architecture militaire mais aussi l'architecture religieuse et domestique.

L'intégration de Castelo Rodrigo dans ce programme a été précédée par la candidature présentée par le gouvernement municipal de Figueira de Castelo Rodrigo, avec l'appui du gouvernement local. Cette candidature était fondée sur un projet d'intervention d'urbanisation élaboré par l'équipe d'architectes qui avait désigné la valorisation du château. Ce projet a identifié les travaux à faire dans le village et les entités responsables afin de valoriser le patrimoine et de promouvoir la réhabilitation urbaine et la revitalisation économique.

3. La Documentation française, *Pays d'art et d'histoire et Pôles d'économie du patrimoine*.

Entre 1995 et 2006, le programme a investi près de trois millions d'euros dans le village. Au-delà d'intervenir sur les monuments historiques et les espaces publics, il a apporté un soutien financier et technique à la restauration des façades et des toits de presque une centaine de bâtiments privés situés dans le centre historique, incluant maisons et paillers. Si l'intervention dans l'église était problématique, celle sur les propriétés privées a été la plus complexe. Dans plusieurs cas, on ne savait pas qui étaient les propriétaires de bâtiments, parce qu'ils n'étaient pas connus – comme dans le cas de multiples héritiers qui n'habitaient pas dans le village – ou n'avaient pas les titres de propriété. En outre, particulièrement dans les cas de l'architecture domestique, la majorité des propriétaires ont résisté à cette intervention en phase initiale. Enfin, il était nécessaire de parvenir à un accord avec chacun des propriétaires en ce qui concerne l'intervention dans les maisons elles-mêmes. Celle-ci a été la plus remarquable des négociations entre la préservation historique et les résidents pour cause des différents intérêts de chacun.

Les experts avaient l'intention de mettre en évidence et de recréer l'histoire du village pour la rendre esthétiquement attrayante, authentique, traditionnelle et harmonieuse, sans dissonances d'architecture et d'éléments modernes. Cette intention a conduit à l'invention d'une tradition architectonique dans laquelle les maisons doivent être construites en pierres visibles et sans éléments modernes tels que les antennes de télévision, tuyaux de descente, cordes à linge, stores, volets, aluminium, enduits et peintures. De même, elles ne peuvent pas avoir plus de deux étages et elles doivent avoir des portes et fenêtres en bois sur leurs façades. Certains habitants sont d'accord avec cette image idéalisée des maisons converties en monuments, surtout ceux qui vivent du tourisme et les propriétaires de résidences secondaires.

Le tourisme est l'activité économique principale de treize personnes qui n'habitaient pas le village mais également de 9 % de la population résidente, chiffrée à soixante-deux personnes. La moitié des ces personnes sont propriétaires des entreprises touristiques et la plupart se sont mariés entre eux, ils sont également retraités de l'enseignement primaire. Ces entreprises emploient cinq personnes à temps plein et cinq à temps partiel, surtout des femmes et membres de la famille.

Cependant, l'employeur principal de ce secteur est l'Administration publique locale et municipale. Le gouvernement local emploie trois personnes à temps plein et deux à temps partiel pour entretenir la piscine et le camping construits dans la banlieue ; ils ont également à charge l'image touristique du village, tout comme les autres espaces publics de la paroisse. À son tour, le gouvernement municipal emploie cinq jeunes femmes au sein de l'office du tourisme. La création de ces équipements touristiques publics a été stimulée par le maire de Castelo Rodrigo dans le but d'accroître l'investissement public et de créer des emplois, dans un processus que Raphael Samuel décrit comme « leurre du patrimoine⁴ ». Ces emplois ont été directement assignés à l'entourage familial et au cercle d'amis. Ces personnes constituent un groupe social décisif pour le maintien de la structure politique locale.

C'est à cause des prévisibles avantages politiques et économiques du tourisme que l'implantation du projet de Castelo Rodrigo fut fortement appuyée par le maire, les enseignants retraités et le prêtre. Par exemple, la municipalité de Figueira de Castelo Rodrigo a payé l'ensemble des travaux de restauration des façades et des toits des bâtiments privés seulement parce que le maire de Castelo Rodrigo en a fait la requête en raison de la pauvreté de la plupart des propriétaires. Dans de nombreux cas, le prêtre a convaincu les habitants qui n'étaient pas engagés dans le tourisme d'autoriser l'intervention sur leurs propriétés en milieu urbain, son argumentation se fondant sur deux axes : d'une part, la convenance de préserver l'image traditionnelle du village, afin de promouvoir le tourisme, créer des emplois et développer l'économie locale ; d'autre part, l'intervention

4. R. Samuel, « Heritage-Baiting ».

suppose un certain coût pour les propriétaires, parce que la municipalité a fourni le projet et paie leurs propres frais. Contrairement à l'opinion des experts, il a même rendu compte de la découverte des façades de tous les immeubles pour rendre les pierres visibles.

Actuellement, la quasi-totalité de la population se sent fière de vivre dans un ensemble classé, « beau et restauré ». Toutefois, la plupart de ceux qui ne vivent pas du tourisme regrettent de ne pas pouvoir intervenir dans leurs maisons s'ils ne se conforment pas aux normes de préservation du patrimoine historique, contrairement à ceux qui en vivent. Il faut dire que la plupart des maisons sont très petites et que l'intérieur n'est pas conforme aux exigences esthétiques et sociales d'une famille moderne : beaucoup de lumière, chambres individuelles et salles de bains d'espace inadéquat.

Cependant, ceux qui ont un statut socio-économique supérieur peuvent les agrandir à partir de la fusion de bâtiments contigus, ce qui n'est pas le cas pour tous. En fait, bien rares sont ceux qui peuvent se permettre d'acheter une petite maison et l'adapter aux exigences de la vie moderne à cause de l'inflation du marché immobilier. En raison de cette situation, ceux qui ne vivent pas du tourisme reconnaissent la nécessité de normes architectoniques, mais ils critiquent leur rigidité. Par exemple, une femme âgée à qui les experts ont interdit de modifier la structure de sa maison lui ont donné pour explication qu'« il fallait préserver l'image des maisons et l'histoire du village », ce à quoi elle aurait répondu que, d'une part, « s'il y a histoire, c'est l'histoire des maisons et des gens qui les habitent », d'autre part, « les gens ne vivent pas des apparences ». En outre, elle a également déclaré que

« la préservation historique va convertir Castelo Rodrigo en un village fantôme, qui ne comprendra plus que des hébergements touristiques et des résidences secondaires où certaines personnes viendront passer quelques jours deux fois par an ».

Les mécontents disent aussi que « le tourisme ne leur apporte rien de bon », sauf pour les cinq filles qui travaillent dans l'officine de tourisme et qui sont parents du maire. Ces positions montrent que les résidents sont conscients de l'importance des relations sociales avec les détenteurs du pouvoir politique et économique, et que ces relations déterminent l'accès aux ressources économiques.

La création d'un milieu naturel dans les Pyrénées catalanes

Pour sa part, la vallée pyrénéenne analysée dans le présent texte est située dans la région catalane, de haute montagne, du Pallars Sobirà, près de la frontière française et d'Andorre (fig. 1). Les limites géographiques de la vallée correspondent à une seule municipalité qui comprend sept villages, quatre d'entre eux étant habités en permanence. Depuis la moitié du ^{xx}^e siècle, il existe trois administrations locales, chacune commandée par un conseil de voisins⁵, qui a pour mission de gérer des ressources locales naturelles, et plus spécialement la forêt communale.

Dues à la valeur naturelle et paysagère de la vallée, qui résulte de l'exploitation traditionnelle des ressources naturelles, la plupart des terres communales se trouvent dans le parc naturel des Hautes-Pyrénées, qui, depuis sa création en 2003 par décret-loi contemple la coordination la coordination d'un plan de développement local pour mieux gérer l'expansion du tourisme. Bien que la vallée soit un lieu avec une forte tradition de randonnée

5. Des ordonnances municipales, datées de la moitié du ^{xx}^e siècle, établissent que des chefs de famille originaires de la vallée qui habitent en permanence leur maison sont des voisins. Dans le cas où ils ne seraient pas originaires de la vallée, la condition sociale de voisin est subordonnée à certaines conditions : avoir vécu une douzaine d'années dans un des villages, travailler régulièrement dans la vallée, et y posséder un patrimoine, tel que des terres et du bétail.

depuis le ^{xix}^e siècle, il n'en a pas été ainsi avant le début des années quatre-vingt-dix, jusqu'à ce que le tourisme et l'industrie de la construction en deviennent le moteur économique local. On peut considérer deux phénomènes comme principales cause de cette situation : la spécialisation de la région dans les sports d'aventure, depuis les années quatre-vingt, et la crise du bovin laitier, entre 1986 et 1993.

Mais l'ouverture de plusieurs entreprises familiales au tourisme rural ne signifie pas que le secteur primaire est une activité minoritaire. En effet, en 2009, l'élevage extensif de bétail occupait, en régime de pluriactivité, 32 % des soixante-neuf maisons habitées en permanence et était la principale activité économique de 12 % des maisons. Quant à lui, le tourisme était la principale activité économique de 9 % des maisons. Dans les deux situations, la main-d'œuvre est principalement familiale. Le secteur tertiaire est la principale activité économique de 12 % des maisons et la construction de 9 %. Les 36 % des maisons restantes sont habitées par des voisins retraités, principalement du secteur primaire. En 2009, la vallée comptait 175 habitants permanents, bien que le nombre total de personnes inscrites était de 265.

En 2005, les voisins expliquaient que des assemblées publiques avaient eu lieu afin de les informer sur la création du parc naturel. Selon les éleveurs, seulement quelques maisons dépendantes du secteur primaire furent représentées. Ce qui signifiait une irresponsabilité de la part des autres voisins afin de laisser le contrôle du territoire aux mains de l'Administration sans aucune compensation économique. Quant aux voisins, entrepreneurs touristiques et membres du gouvernement local, ils expliquaient que la création du parc naturel avait été bien accueillie, parce qu'elle est la meilleure façon d'identifier la vallée avec un label touristique de qualité et d'obtenir que l'Administration publique investisse dans une zone traditionnellement considérée comme abandonnée par les politiciens. De leur point de vue, le parc naturel bénéficierait également aux éleveurs parce que, étant donné qu'il ne s'agit pas d'un parc national, ils pourraient continuer leurs pratiques quotidiennes habituelles.

Les commentaires des voisins sur les avantages économiques du parc naturel ont été récurrents tout au long de la période de recherche, surtout en ce qui concerne la manière avec laquelle ils seraient économiquement récompensés. Selon le président du parc, les parcs naturels ont été créés

« là où s'identifient des valeurs naturelles qui appartiennent à toute l'humanité. Un parc naturel est un facteur qui contribue au développement des zones rurales en ralentissement économique et en risque de dépeuplement. Dans ces contextes, c'est la population locale qui demande à l'Administration la création d'un parc naturel pour inverser la situation⁶ ».

Avant l'approbation finale du parc, il y a eu plusieurs manifestations contre sa création. La direction du parc expliquait que ces événements étaient un phénomène normal dans les premiers stades de l'implantation des parcs naturels. Dans son intérêt d'améliorer la communication avec les agents impliqués, la direction du parc a demandé un rendez-vous avec les organisateurs des manifestations. C'est alors qu'on a découvert qu'il n'y avait aucune organisation formelle, mais des voisins qui défendaient, indépendamment les uns des autres, les intérêts de leurs maisons. Selon la direction du parc :

« Dans de nombreux cas, les voisins ne veulent pas que leur propriété se trouvent dans un parc naturel parce qu'ils pensent que cela peut rendre difficile leur transmission aux générations futures des membres des maisons. Il semble qu'ici les gens vivent encore au ^{xix}^e siècle ! Définitivement, dans les zones montagneuses les idées progressistes sont mal acceptées⁷. »

Mais la vallée est l'unique municipalité qui compte un programme de développement local, dû au nombre d'hectares affectés par la création du parc naturel. Le but de ce programme

6. Texte extrait d'un entretien personnel avec le président du parc pendant mon travail de terrain.

7. *Ibid.*

– coordonné par le département de l’environnement du gouvernement régional de Catalogne – est de stimuler l’économie locale en créant des emplois et en investissant dans la construction d’infrastructures et d’équipements tels qu’un musée, un parc pour animaux et un programme de formation de guides de montagne. Mais jusqu’à aujourd’hui, dix ans après la création du parc naturel, aucun de ces investissements n’est encore consolidé.

En ce qui concerne la création des emplois, la population dit qu’aucun voisin n’a encore été employé dans les brigades du parc, et que la direction du parc naturel aurait créé des postes de travail pour des personnes qui sympathisent avec ses politiques. Cependant, la direction insiste sur le fait que l’on ne pouvait pas favoriser les voisins parce que, les salaires provenant de l’Administration publique, il était obligatoire de recruter les employés au moyen d’un concours public. Bien que quelques voisins aient obtenu un poste de travail dans les brigades, cela s’explique par le fait que la direction du parc a consenti à la volonté du maire, la plupart des voisins n’aspiraient pas à travailler comme des salariés du parc parce qu’ils considéraient leur travail comme la gestion du patrimoine familial.

Si l’on prend en considération le contexte de la création du musée de la Forge, on peut observer la manière avec laquelle le contrôle du patrimoine privé et de l’accès aux ressources économiques locales guide le comportement de la population. En 2006, les plaintes répétées des voisins à propos du manque d’investissement du parc dans la vallée ont poussé la direction du parc naturel et le gouvernement local à proposer la construction du musée de la Forge dans une ancienne tour, propriété d’un éleveur. Après plus d’un an de négociations, la direction du parc et le maire ont expliqué que cette initiative a échoué dans la mesure où le prix de vente suggéré par l’éleveur était excessif.

Mais, selon quelques voisins, le comportement de l’éleveur, héritier du patrimoine familial, était parfaitement compréhensible, parce que c’était lui, et non l’Administration, qui devait tirer le meilleur parti des biens qu’il avait hérités afin d’assurer l’avenir de sa maison. En outre, cela serait le moyen de récompenser cet homme pour son travail de pasteur pendant sa jeunesse. C’est ainsi que d’autres voisins expliquaient que la raison pour laquelle le musée n’était pas encore construit était le refus de la direction du parc naturel d’accepter l’offre de vente d’une cabane qu’un autre éleveur avait proposée. Cet éleveur avait fondé sa proposition en expliquant qu’étant le fils d’une maison qui avait une longue histoire, et propriétaire d’une forge à la fin du XIX^e siècle, le musée devait être construit dans sa propriété, près de la rivière où se trouvaient autrefois les forges.

Mais, contrairement à l’opinion de l’éleveur et de la plupart des voisins, l’intention de la direction du parc n’était pas de reconstruire une forge pour montrer le travail du fer comme le passé, mais la construction d’un centre d’interprétation du parc dont la fonction thématique serait le passé minier de la vallée. En 2009, la direction du parc naturel, avec le soutien du conseil municipal, un écomusée régional, une université publique catalane et une caisse régionale d’épargne, reprennent encore le projet du musée de la Forge.

Cette fois, le champ d’action est une forêt communale, où la direction du parc désignera des routes touristiques afin d’explorer les anciennes mines. La direction prévoit d’intégrer ces routes dans un itinéraire touristique d’intérêt culturel avec la participation de différentes zones de France et d’Andorre, au-delà de la célébration de la foire du Fer. Il faut dire qu’antérieurement, entre 2006 et 2007, le parc avait déjà conçu un plan d’utilisation publique de cette forêt fondé sur la récupération et la signalisation de plusieurs chemins pour son usage touristique. Selon un des organisateurs de ce projet, appelé Bois de fer :

« La conception de ces routes forestières n’est pas incompatible avec la construction postérieure du musée, mais comme l’emplacement du musée, c’est une question de difficile solution et il faut que le parc investisse définitivement dans la vallée, le design de ces routes touristiques dans la forêt est maintenant la priorité⁸. »

8. Notes personnelles.

Mais la population n'est pas en accord avec cette affirmation et estime que le musée n'existera jamais à moins qu'il soit construit dans cette forêt, situé près de la ville où habite le maire qui est le principal entrepreneur local de la construction. L'opinion générale était que les experts du parc naturel pourraient difficilement résoudre cette question parce que la direction du parc devait satisfaire les perpétuelles demandes des maires de la région avant l'achèvement des projets en cours. Et bien que le projet, Bois de fer, soit l'investissement le plus ambitieux que le parc naturel ait fait dans la vallée, il ne solutionne pas la situation économique de la plupart de la population. Comme un voisin le disait :

« Pour nous, ce n'est pas la même chose que les touristes se promènent dans la forêt pour voir des anciennes mines que d'avoir le musée de la Forge, parce que la construction du musée, c'est le type d'investissement qui pourrait satisfaire les intérêts de la plupart des voisins qui malgré les adversités sont restés dans la vallée⁹. »

Discussion

Le but de ce texte était d'analyser dans une perspective comparative les dynamiques sociales associées à l'implantation de politiques de développement rurales. L'analyse est centrée dans deux pays du Sud de l'Europe, notamment Portugal et Espagne, où ces politiques favorisent le développement du tourisme en milieu rural, à l'instar d'autres pays de l'Union européenne.

Les données présentées au-dessus, à propos des cas de Castelo Rodrigo et de la vallée dans le Pallars Sobirà, montrent que le résultat des politiques économiques mises en œuvre pour transformer les espaces ruraux en destinations touristiques dans le marché touristique global¹⁰ dépendent fortement du contexte socio-économique local. Dans les deux cas, on constate que l'implantation du tourisme ne se fait pas sans l'appui de la structure du pouvoir local. Celle-ci est conformée par des représentants politiques, mais également par des individus avec une position sociale privilégiée due à un capital culturel et économique. C'est-à-dire que les experts ont besoin de faire alliance avec ces groupes de personnes afin de poursuivre leurs intentions programmatiques de construire des représentations de l'espace pour répandre l'idéologie capitaliste, comme le remarque Henri Lefebvre¹¹.

Souvent, les intérêts des uns ne coïncident pas avec les intérêts des autres résidents des espaces ruraux, surtout ceux qui ne participent pas aux bénéfices du tourisme ou ont un rôle secondaire dans le nouveau modèle économique. Cette divergence d'intérêts provient de la confrontation entre la représentation de l'espace qui appartient aux experts et représentants des institutions du pouvoir dominant et les espaces de la représentation qui dépendent des conditions matérielles et des relations sociales et des pratiques quotidiennes de la population dans le contexte social et historique local¹².

À Castelo Rodrigo, le processus de monumentalisation du village souhaité par l'Administration publique et par les architectes est contraire aux intérêts immédiats de la plupart des habitants, notamment en ce qui concerne les maisons. Ceux-ci les conçoivent comme des espaces de vie qui doivent être transformés selon les besoins et possibilités du moment. L'Administration publique et les architectes, en revanche, les conçoivent comme des monuments qu'il faut faire durer et conserver. Cette situation est similaire à celle que

9. Notes personnelles.

10. B. Kirshenblatt-Gimblett, *Destination Culture: Tourism, Museums and Heritage*.

11. H. Lefebvre, *Espacio y Política* ; *id.*, *The Production of Space*.

12. D. Harvey, *Social Justice and the City* ; *id.*, *La Condición de la posmodernidad*.

Michael Herzfeld¹³ a étudié en Grèce. Là-bas, comme ici, ce conflit est le résultat de la projection des différentes temporalités dans l'espace, le « social » et le « monumental ». Pour les experts assignés à la préservation historique, les maisons sont des monuments qu'il faut maintenir et faire perdurer, en raison de leur conception monumentale du temps, qui est technique et bureaucratique et qui ne considère pas les formes de vie, les sentiments et les relations des individus avec l'espace. Pour les résidents, en revanche, les maisons sont des espaces de vie qui doivent être transformés selon les besoins et possibilités du présent, en raison de leur conception sociale du temps, dans laquelle les biens culturels sont rapportés à leur vie quotidienne, souvenirs et identités¹⁴.

Mais, comme le montre Maria Gravari-Barbas¹⁵ à propos d'autres contextes, les individus n'y habitent et n'y perçoivent pas les maisons monumentales de la même façon. Contrairement au reste de la population, ceux qui ont un statut socio-économique supérieur, tout comme ceux qui sont impliqués dans la politique locale, ne voient pas la monumentalisation de leur espace domestique comme contraignante pour leurs conditions de vie et ils sont même fiers de matérialiser la plus remarquable forme d'« habiter les monuments¹⁶ ». Non seulement parce qu'ils peuvent se permettre d'obtenir des maisons plus grandes, mais aussi parce qu'ils peuvent tirer des avantages économiques du tourisme¹⁷.

Si l'étude de cas de Castelo Rodrigo est centrée sur l'intervention dans l'architecture domestique, la réalité de la vallée pyrénéenne introduit la dimension symbolique-identitaire des maisons. Comme plusieurs auteurs l'ont déjà constaté (Augustins, 1990; Bourdieu, 1991 [1980]; Assier-Andrieu, 1986)¹⁸, la transmission du patrimoine familial, constitué par les biens privés et les ressources naturelles locales exploitées par l'ensemble des voisins au long des générations est la base de la hiérarchie sociale dans les sociétés pyrénéennes. Mais cet ordre social est remis en cause quand la création d'un parc naturel proposant de transformer l'avenir touristique de la vallée confronte l'idéologie des experts, fondée sur la patrimonialisation des ressources économiques locales – c'est-à-dire le patrimoine des voisins – et l'idéologie de la maison patrimoniale, fondée sur l'appropriation et l'exploitation des ressources naturelles par les voisins dans un contexte où la pratique de l'élevage a conditionné l'organisation sociale jusqu'à le dernier tiers du siècle passé. À la suite de cette situation, on peut observer comment les voisins constituent des groupes sociaux apparemment opposés – éleveurs et entrepreneurs touristiques –, mais hautement instables et hétérogènes selon que changent les intérêts économiques de les maisons au fil du temps. On observe que les voisins justifient leur inclusion et leur position dans ces groupes en créant un discours idéologique autour des idées locales de maison, famille, et patrimoine – biens privés et ressources naturelles de propriété communale – qu'à son tour définit un champ sémantique sur lequel se serait fondé le système de normes et valeurs de la politique domestique¹⁹.

On constate aussi que c'est l'usage stratégique du rapport dynamique entre les idées qui composent ce champ sémantique et la structure politique locale, ce qui permet aux voisins de continuer à s'identifier et s'approprier des ressources locales quelle que soit leur valeur

13. M. Herzfeld, *A Place in History: Social and Monumental Time in a Cretan Town*.

14. *Ibid.*, p. 10-16 et 248-259.

15. M. Gravari-Barbas (dir.), *Habiter le Patrimoine : enjeux, approches, vécu*.

16. D. Fabre, « Introduction : habiter les monuments ».

17. Pour plus de détails et une approche théorique différente dans le cas de Castelo Rodrigo, voir L. Silva, « Beneath the Surface of the Heritage Enterprise. Governmentality and Cultural Representation of Rural Architecture in Portugal ».

18. G. Augustins, « Les transmissions entre générations dans les sociétés paysannes européennes » ; P. Bourdieu, *El Sentido Práctico* ; L. Assier-Andrieu, « L'esprit de la maison pyrénéenne ».

19. L. Thévenot et L. Boltanski, *On Justification: Economies on Worth*.

économique actuelle²⁰. Ainsi, on note que des entrepreneurs touristiques, des représentants politiques locaux et des experts forment des alliances pour acquérir un bénéfice économique du nouvel usage du territoire. Dans le même temps, on voit que c'est le manque de participation des éleveurs à la politique locale qui permet l'obtention d'une compensation économique, soit à travers la proposition de vente du patrimoine familial, hors d'usage, soit à travers la réception d'argent pour leur travail agricole et la conservation du paysage local.

Finalement, il faut dire que, depuis la création du parc naturel, aucun voisin qui n'était déjà consacré au tourisme n'a fait de cette activité la principale source économique de sa maison, et que la plupart des touristes qui visitent la vallée sont ceux qui déjà la visitaient vingt ans auparavant.

Dans ce texte, on a étudié les dynamiques sociales associées à l'implantation de politiques de développement rurales dans deux pays du Sud de l'Europe. À l'instar de ce qu'il se passe dans d'autres pays de l'Union européenne, ces politiques favorisent le développement du tourisme en milieu rural. En présentant des données empiriques recueillies sur le terrain, on a souligné la centralité des intérêts particuliers de quelques groupes sociaux dans ce processus, particulièrement les détenteurs de pouvoir politique, culturel et économique. Mais les nouvelles valeurs et nouveaux usages que ces groupes défendent entrent souvent en contradiction avec les pratiques quotidiennes de la plupart de la population. La différence entre Castelo Rodrigo et la vallée pyrénéenne est le degré d'implantation des programmes – dans le premier cas, l'implantation du plan urbanistique a été consolidé, malgré les résistances initiales de la population en ce qui concerne l'architecture domestique ; dans l'autre, l'implantation d'un plan de développement local, soutenu par un parc naturel, est encore dans la phase initiale due aux multiples usages actuels des ressources naturelles locales.

Résumé

Cet article analyse la production de l'avenir touristique en milieu rural à partir de la présentation de deux études de cas au Portugal et en Espagne. On démontre que le succès de l'implantation des politiques de développement rural que favorise le tourisme dépend de l'articulation entre les différentes conceptions de l'espace et du temps autant pour les experts que pour les habitants. Dans le cadre de la politique s'imposent des concepts qui favorisent la commercialisation de la nature et de la culture. Cependant, au niveau local, les habitants réagissent contre l'appropriation officielle de ce qu'on peut désigner comme leur espace de vie, entendu comme le lieu où ils interagissent et mènent leurs activités quotidiennes.

20. Pour en savoir plus sur les conceptions locales du patrimoine dans le contexte économique actuel, consulter M. Sucarrat, « From Household Patrimony to the Heritagization of Nature and Culture in a Valley in the Pallars Sobirà (Catalan Pyrenees) ».

Bibliographie

- ASSIER-ANDRIEU Louis, « L'esprit de la maison pyrénéenne », dans Esteban Alfonso et Fonquerne Yves-René (dir.), *Los Pirineos : estudios de Antropología Social e Historia*, Madrid, université de Madrid, 1986, p. 95-110.
- AUGUSTINS George, « Les transmissions entre générations dans les sociétés paysannes européennes », *Cahiers d'ethnologie de la France*, n° 5, 1990, p. 149-166.
- BOURDIEU Pierre, *El Sentido Práctico*, Madrid, Taurus, 1991.
- FABRE Daniel, « Introduction : habiter les monuments », *Terrain*, 2010, en ligne : <http://terrain.revues.org/index13888.html>, page consultée le 16 mai 2010.
- GRAVARI-BARBAS Maria (dir.), *Habiter le Patrimoine : enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.
- HARVEY David, *Social Justice and the City*, Oxford, Blackwell, 1988.
- HARVEY David, *La Condición de la posmodernidad*, Buenos Aires, Amorrortu, 1998.
- HERZFELD Michael, *A Place in History: Social and Monumental Time in a Cretan Town*, New Jersey, Princeton University Press, 1991.
- KIRSHENBLATT-GIMBLETT Barbara, *Destination Culture: Tourism, Museums and Heritage*, California, University of California Press, 1998.
- LA DOCUMENTATION FRANÇAISE, *Pays d'art et d'histoire et Pôles d'économie du patrimoine*, Paris, Éd. de la DATAR (Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale), 2001.
- LEFEBVRE Henri, *Espacio y Política*, Barcelone, Península, 1976.
- LEFEBVRE Henri, *The Production of Space*, Oxford, Blackwell, 1994.
- SAMUEL Raphael, « Heritage-Baiting », dans Samuel Raphael, *Theatres of Memory*, Londres, Verso, 1994, p. 259-273.
- SILVA Luís, « Beneath the Surface of the Heritage Enterprise. Governmentality and Cultural Representation of Rural Architecture in Portugal », *Ethnologia Europaea*, n° 41, 2011, p. 39-53.
- SUCARRAT Meritxell, « From Household Patrimony to the Heritagization of Nature and Culture in a Valley in the Pallars Sobirà (Catalan Pyrenees) », dans Roigé Xavier et Frigolé Joan (dir.), *Constructing Cultural and Natural Heritage*, Gérone, Institut català de recerca en patrimoni cultural, 2010, p. 159-170.
- THÉVENOT Laurent et BOLTANSKI Luc, *On Justification: Economies on Worth*, Princeton, Princeton University Press, 2006.